

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU MAIRE

DECISION N° 45-2022 : Sécurisation de l'Avenue de Saint Andiol par la pose de potelets - EUROVIA

Le Maire de la commune de CABANNES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 portant délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal ;

VU la délibération n°76-2020 du Conseil municipal en date du 09 novembre 2020 autorisant Monsieur le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget :

- dans les limites du Règlement Interne de la Commande Publique en vigueur,
- et dès lors qu'ils se situent en deçà des seuils de procédures formalisées,

VU la délibération n°03-2020 du Conseil municipal en date du 26 février 2020 relative aux modifications du Règlement Interne de la Commande Publique et aux Marchés à Procédures Adaptées ;

VU l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique relatif au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros hors taxes ;

VU la nécessité de confier à un prestataire extérieur la fourniture et la pose de 40 potelets afin de sécuriser l'avenue de Saint Andiol ;

CONSIDERANT la proposition financière et technique de **EUROVIA Languedoc Roussillon** – 430 Allée de la Chartreuse, 84140 Montfavet ;

DECIDE

D'ACCEPTER la proposition financière et technique de **EUROVIA Languedoc Roussillon** pour la fourniture et la pose de 40 potelets ;

D'AJOUTER que le montant global et forfaitaire de ces prestations s'élève 7 400.00 € HT

D'AJOUTER que les montants de ces prestations sont inscrits au budget primitif.

Fait à Cabannes, 29 septembre 2022

Le Maire,
Gilles MOURGUES



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- Informe que les décisions administratives peuvent être contestées par voie de recours devant le Tribunal Administratif, et ce dans un délai de deux mois à compter de leur caractère exécutoire.